Christian Bataille : "Refuser le débat est une attitude dogmatique". Ci-contre, Cécile Duflot et Delphine Batho, "le camp du refus".

"Le gaz de schiste sera exploité"

Entretien *Christian Bataille, député (PS) du Nord, vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, revient sur la politique énergétique de la France.*

Delphine Batho a affirmé que le gaz de schiste était un sujet clos... Que pensez-vous de cette affirmation ? De manière générale, dire d'un sujet de cette nature qu'il est clos me semble manquer de sens, mais la ministre de l'Écologie n'est une spécialiste ni de l'énergie, ni des sujets scientifiques. François Hollande a fait preuve de prudence en n'évoquant que la question de la fracturation hydraulique. En tant que vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, je pense qu'il faut commander un nouveau rapport parlementaire sur la question des méthodes utilisées aux États-Unis, où l'exploitation est massive. Il doit être possible de se donner les moyens sans oublier la prudence. Refuser d'en parler est une attitude dogmatique. J'en fais le pari : le gaz de schiste sera exploité en France. C'est la chance d'un rebond économique. Souhaiter que cela ne se fasse "jamais", c'est stupide. Pendant ce temps-là, d'autres pays l'exploitent, y compris en Europe. Ce serait paradoxal que, dans quelques années, on en achète à la Pologne ! Chacun a le devoir de tirer parti de ses richesses naturelles.

Autre sujet politique : la promesse de François Hollande de fermer la centrale de Fessenheim... Je crois que le président a promis ce qu'il ne pouvait pas tenir. Je viens d'auditionner André-Claude Lacoste, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Il y a trois voies menant à la fermeture d'une centrale : que l'autorité de contrôle le décide – ce n'est pas le cas – ; que l'exploitant, c'est-à-dire EDF, se retire – je ne crois pas que ce soit d'actualité – ; enfin que l'exécutif fasse voter une loi en ce sens. Mais qui organiserait un débat parlementaire pour la fermeture d'une centrale ? C'est ridicule. Le président peut dire "je suis partisan de la fermeture", mais ça ne se décide pas du haut d'une tribune. Sincèrement je ne pense pas que Fessenheim sera fermée en 2016. Quant à ramener à 50 % en 2025 la part du nucléaire, cela me semble hors d'atteinte. En 2035, 2040, peut-être, mais à la condition que les énergies renouvelables tiennent leurs promesses et qu'on construise un EPR pour deux réacteurs arrêtés. Je considère néanmoins que ce serait un gaspillage d'arrêter des centrales en bon état, qui sont plus sûres aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Quel est, selon vous, le rôle joué par les médias ? Il est plutôt néfaste. Un exemple : sur le site d'enfouissement de déchets de Bure, un accident de chantier avait tué un ouvrier. Que croyez-vous que les médias ont titré ? « *La première victime des déchets nucléaires* » ! Ce n'est pas sérieux. Alors que le charbon tue encore 10 000 personnes par an en Chine.

Il y a une opposition au nucléaire, aux grands groupes, que je ne m'explique pas. C'est la même chose pour le gaz de schiste. Le thème a été traité de façon délibérément polémique, avec une attitude journalistique à la limite de l'escroquerie. Dire, comme Louis Gallois, que ces ressources constituent une chance pour la France, cela passe pour une provocation, alors que si on parle d'éoliennes, de photovoltaïque, tout va bien.

La France manque-t-elle de vision énergétique globale ? En France, on ne se projette dans l'avenir que pour évoquer 2017. Il y a eu en France des hommes politiques ayant une vraie vision dans ce domaine, Pierre Mendès France, par exemple, ou plus tard les gaullistes. Pour faire une filière nucléaire, il fallait pouvoir regarder loin et compter sur un consensus. Aujourd'hui, ni à gauche ni à droite on ne trouve de personnes capables de se projeter sur le long terme. Il faut des gens qui ne craignent pas l'avenir, et non des personnes qui redoutent les prochaines municipales...

La France dispose d'un ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Seriez-vous partisan d'un ministère dédié à la seule question énergétique ? Cette dénomination est une erreur. L'énergie est un levier fort pour l'industrie, pour l'économie. C'est une faiblesse de mélanger ce terme avec développement durable et écologie, car on semble assujettir l'un à l'autre et, *in fine*, le mot "énergie" devient secondaire puis disparaît.

Propos recueillis par MICHAËL FONTON